

**Discours présidentiel**  
**Journée de l'économie**  
Vendredi 4 septembre 2020

Seul le discours prononcé fait foi.

## Retour aux fondamentaux à l'origine de notre réussite économique et de notre prospérité

**Notre nation exportatrice a plus que jamais besoin d'innovation et de liberté d'entreprise**

Heinz Karrer, président d'economiesuisse

Excellences,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux,  
Madame la Secrétaire d'État,  
Monsieur le Conseiller d'État,  
Monsieur le Président de la Banque nationale,  
Chers représentantes et représentants de nos membres,  
Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite une cordiale bienvenue à la Journée de l'économie 2020. Votre santé est notre priorité absolue. C'est pourquoi nous avons décidé de ne prendre aucun risque avec cet événement et choisi la formule virtuelle afin d'être certain de respecter les règles de distance. Je suis ravi de vous retrouver en ligne en ces temps particuliers. En tant que représentantes et représentants du monde politique et économique, vous témoignez ainsi de votre attachement à notre organisation, ce dont je vous remercie sincèrement.

### **Éviter les tests de résistance inutiles pour notre place économique**

Le ralentissement marqué de l'économie mondiale l'année dernière s'est soldé par une croissance au plus bas depuis la crise financière. Il fallait malheureusement s'y attendre. L'aggravation des risques mondiaux et la perte de confiance entre les gouvernements ont fourni un terrain fertile à l'incertitude des entreprises et aux fantasmes des protectionnistes. Le conflit commercial mondial entre les États-Unis, la Chine et l'Union européenne a fortement affecté les exportations, les entreprises et les investissements directs.

Et au beau milieu du plus grand conflit commercial de l'histoire économique récente, un virus est venu bouleverser presque toute notre vie sociale et économique. La propagation rapide du coronavirus a stoppé brutalement les activités économiques, politiques et sociales. Les mesures d'urgence de la

Confédération et des cantons ainsi que la solidarité de la population et de l'économie aidant, notre pays a pu surmonter la phase aiguë de la crise et éviter une surcharge du système de santé.

Les conséquences économiques de la pandémie se manifestent toutefois petit à petit, et elles sont dramatiques. Cette année, le produit intérieur brut suisse se contractera comme jamais depuis des décennies. L'économie intérieure et l'industrie d'exportation sont mises à mal et une fin de la crise n'est, de loin, pas en vue. Le taux de chômage augmentera cette année, et sans doute aussi l'an prochain. Nous devons faire face à de nombreuses fermetures d'entreprises et faillites. Pour survivre, les entreprises devront s'adapter aux nouvelles réalités.

La balle est désormais dans le camp politique, appelé à poser les jalons de la reprise pour une économie aussi forte qu'avant. Les élections fédérales de l'automne 2019 ont cependant clairement modifié le paysage politique de notre pays et changé la donne pour la politique économique. Alors que les partis bourgeois traditionnellement favorables aux entreprises ont subi un douloureux revers et perdu la majorité au Conseil national, le camp des critiques envers la croissance – Verts en tête – a fortement progressé.

Les débats sur la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub> et sur l'abolition des droits de douane sur les produits industriels ont déjà donné un avant-goût des répercussions sur la politique économique suisse. Il sera intéressant de voir quelle sera la position du centre et de la gauche sur la réforme de la prévoyance vieillesse et le frein à l'endettement. Si la gauche, les Verts et les paysans devaient s'allier en faveur de projets protectionnistes, cela aggraverait encore le test de résistance pour notre place économique hautement globalisée. La politique doit éviter que nous en arrivions là, car notre économie affronte un climat conjoncturel déjà bien assez tendu.

### **Favoriser la coopération internationale plutôt qu'une action nationale en solitaire**

Une leçon que l'on peut déjà tirer de cette crise est que les défis mondiaux comme les pandémies justement ou le changement climatique appellent une coopération internationale orientée solution et équitable pour tous les États. Coopérer plutôt qu'entrer en confrontation devrait être le mot d'ordre.

D'un autre côté, les grandes puissances font davantage valoir leur emprise sur l'économie mondiale et la loi du plus fort revient en force dans la politique internationale. J'en veux pour exemple la politique fiscale du G20, les conflits commerciaux mentionnés, le blocage de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou les normes imposées par des représentants de grands marchés.

### **Dans ce contexte difficile, comment notre pays peut-il s'affirmer sur la scène internationale ?**

- D'abord, il faut que les petits États comme la Suisse puissent invoquer les traités internationaux et les faire appliquer – par des moyens juridiques si nécessaire et ceci indépendamment du poids politique d'un pays. La plupart des accords prévoient des procédures de règlement des différends au cas où un État ne respecterait pas ses engagements. L'OMC, par exemple, a ses propres organes juridictionnels vers lesquels les États peuvent se tourner. L'accès à ces instances permet à la Suisse de défendre ses intérêts économiques. Les tribunaux internationaux indépendants sont au service de ceux qui respectent le droit. Ils sont dans l'intérêt de notre économie et de notre prospérité.
- Ensuite, nous devons revenir à nos fondamentaux, ceux qui ont fait la réussite économique et la prospérité de la Suisse. Le modèle auquel la Suisse doit son succès prévoit notamment que l'État se concentre sur ses tâches essentielles. Seules des réglementations sveltes et efficaces nous permettront de rester compétitifs au niveau international. Les libertés fondamentales comme la liberté économique et la garantie de la propriété, une banque centrale indépendante et un frein à l'endettement efficace sont également inhérents à notre succès. La Suisse peut renouer avec la prospérité, car ses structures économiques, institutionnelles et sociales sont intactes. En tant que nation exportatrice, elle a plus que jamais besoin d'ouverture économique, d'innovation, de responsabilité individuelle et de liberté d'entreprise.

Contrairement à la vision protectionniste, qui confond sécurité d'approvisionnement et autosuffisance et qui veut cloisonner notre pays et notre économie.

### **Continuer sur la voie bilatérale et entretenir des relations stables avec les pays voisins**

Il faut absolument éviter de continuer à affaiblir inutilement notre économie, ce qui serait le cas, par exemple, si l'initiative « de résiliation » (initiative de limitation) était acceptée. Ce projet veut résilier l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et les pays de l'UE/AELE. Il menace ainsi l'ensemble des accords bilatéraux I, qui sont le fondement sur lequel la Suisse a réglé ses relations avec l'UE après le refus de l'adhésion à l'EEE en 1992. Les accords bilatéraux ont permis à l'économie suisse de s'épanouir. Ces dernières années, notre pays a largement bénéficié des bonnes relations avec l'Union européenne. L'initiative de résiliation mettrait fin à cette réussite. L'Union européenne est et reste, de loin, le principal partenaire commercial de la Suisse, dont elle absorbe plus de la moitié des exportations. Des relations stables et harmonieuses avec ce partenaire n'en sont que plus importantes à une époque où les conflits commerciaux et un système de commerce mondial bloqué posent des défis de taille à nos entreprises.

L'initiative de résiliation anéantirait une voie bilatérale fructueuse – sans pour autant mettre en place une autre solution valable. Aucun accord de libre-échange ne saurait remplacer les accords bilatéraux, ni un système de contingents améliorer la situation sur le marché du travail, bien au contraire. L'initiative menace la prospérité et les emplois en Suisse, raison pour laquelle les milieux économiques s'y opposent résolument.

### **Aligner la responsabilité des entreprises sur la réglementation internationale**

Une acceptation de l'initiative « Entreprises responsables » affaiblirait aussi gravement la place économique suisse. Le problème de ce projet est qu'il va beaucoup trop loin. Il veut en effet imposer aux entreprises une obligation générale de suivi et de contrôle en matière de droits de l'homme et de protection de l'environnement – dans le monde entier et tout au long de la chaîne de valeur. Cela est une chose impossible pour les PME notamment. La responsabilité des entreprises suisses voulue par les auteurs de l'initiative est unique au monde et irait bien au-delà de l'objectif recherché.

Bien que l'écrasante majorité des entreprises respectent les normes environnementales et les droits de l'homme, il y a ici et là des problèmes – chez des entreprises suisses comme étrangères. Il faut donc une solution coordonnée à l'échelle internationale, comme proposé dans le contre-projet du Conseil fédéral et du Parlement. Si la Suisse fait cavalier seul, cela ne résoudra pas les problèmes sur place et en créera de nouveaux chez nous.

Le Conseil fédéral, le Parlement et les milieux économiques soutiennent donc le contre-projet incisif à cette initiative extrême. Il s'agit d'un compromis bien helvétique. La solution innovante proposée crée l'engagement souhaité, mais sans dépasser les bornes. Elle s'appuie sur les réglementations internationales existantes – qui peuvent être développées si nécessaire – tout en protégeant les entreprises suisses contre les risques de poursuites abusives. Cette initiative extrême n'est pas nécessaire, le contre-projet suffit amplement.

### **Les facteurs de réussite sont la base pour renouer avec la prospérité**

J'en viens à la conclusion. Aussi dévastateur que soit son impact à court et moyen termes, la pandémie n'a pas tout détruit. Les structures économiques, institutionnelles et sociales de la Suisse sont intactes. Nous sommes cependant à un tournant décisif : voulons-nous à l'avenir miser durablement sur plus d'État ou renforcer la responsabilité individuelle de la population et des entreprises ?

Les entreprises ont prouvé leur volonté et faculté de relever de nouveaux défis. La réussite économique de la Suisse tient, entre autres, à la grande liberté d'entreprise, à la force du fédéralisme, à une empreinte étatique plus faible qu'à l'étranger, à d'excellentes interconnexions internationales et à

une responsabilité individuelle incarnée pleinement. Ces facteurs de réussite sont aussi la base pour renouer avec la prospérité.

Nous devons agir avec encore plus de retenue en politique économique et nous concentrer sur l'essentiel, c'est-à-dire les mesures qui assureront la prospérité de notre pays à long terme. Ensemble, nous arriverons à maîtriser les tâches difficiles qui nous attendent et à renouer avec la prospérité. La Suisse est une place économique forte. Nos entreprises sont largement diversifiées, innovantes, souvent actives à l'échelle mondiale dans des marchés de niche hautement spécialisés et créatrices de valeur. Notre population est bien formée, performante et donc productive. Ce sont des conditions idéales pour sortir rapidement de cette crise.

Je vous remercie de votre attention.